

PRÉFET DU VAR

PREFECTURE
Direction de l'action territoriale de l'Etat
Bureau du Développement Durable

Toulon, le

18 NOV. 2013

ARRETE modifiant
L'ARRETE COMPLEMENTAIRE du 18 octobre 2013

portant sur les prescriptions applicables à l'exploitation
de l'Unité de Valorisation Energétique de TOULON

Le Préfet du Var,
Officier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement,

Vu l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2005, modifié, autorisant la poursuite de l'exploitation de l'usine d'incinération des ordures ménagères exploitée par la Compagnie de Chauffage Urbain de l'Aire Toulonnaise (CCUAT) et le Syndicat Intercommunal de Transport et de Traitement des Ordures Ménagères de l'Aire Toulonnaise (SITTOMAT),

Vu la déclaration en date du 17 janvier 2013 de la SAS ZEPHIRE dont le siège social est situé : Chemin Gaëtan Gastaldo – Quartier de l'Escaillon – 83200 TOULON, précisant avoir succédé à la SA CCUAT et au SITTOMAT, pour l'exploitation de l'usine de traitement thermique de déchets à l'adresse susvisée,

Vu le dossier de porté à connaissance, déposé en préfecture du Var le 22 avril 2013 par la société ZEPHIRE, relatif aux travaux de modernisation qu'elle compte apporter aux installations de cette usine,

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées auprès de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, en date du 7 juin 2013,

Vu l'avis de Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) émis lors de sa séance du 11 septembre 2013,

Vu l'arrêté complémentaire en date du 18 octobre 2013 modifiant et complétant les prescriptions applicables à l'exploitation de l'Unité de Valorisation Energétique de Toulon,

Vu les observations formulées par la société ZEPHIRE le 1^{er} octobre 2013 sur la rédaction de cet arrêté et sollicitant une modification quant à la capacité de stockage d'ammoniaque (cuve de 50 m³ au lieu de 40 m³),

Vu la réponse en date du 31 octobre 2013 de l'inspection des installations classées indiquant que cette demande ne pose pas de problème puisqu'elle n'entraîne pas de changement ni dans le classement de cette installation, ni dans les prescriptions applicables,

Considérant qu'il y a lieu de modifier l'arrêté complémentaire du 18 octobre 2013 comme sollicité,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Var,

ARRETE

Article 1 –

La rubrique 1172-3 de l'article 2.1 de l'arrêté complémentaire du 18 octobre 2013, portant sur les prescriptions applicables à l'exploitation de l'Unité de Valorisation Energétique de TOULON est modifié ainsi qu'il suit :

1172-3	<p>Dangereux pour l'environnement-A-, très toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances ou préparations) telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion de celles visées nominativement ou par familles ou d'autres rubriques. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>3). supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t</p>	<p>Stockage d'eau ammoniacale dans une cuve de 50 m³ (soit environ 45 t) et emploi de cet solution pour la régénération des catalyseurs utilisés au niveau de l'unité de traitement des oxydes d'azote sur les rejets à l'atmosphère.</p>	DC
---------------	--	--	----

Le reste de l'arrêté sans changement.

Article 2 –

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire.

Une copie sera déposée en mairie de Toulon et pourra y être consultée.

Un extrait dudit arrêté, énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie de Toulon pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de cette commune. Le même extrait sera publié sur le site Internet de la préfecture pour une durée identique.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 3 –

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative conformément à l'article R 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions,
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 4 –

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Var,

le Maire de Toulon,

l'Inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée, au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, au Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé (Unité territoriale du Var), au Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, au Président du Conseil Général.

le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

Pierre GAUDIN